

CONTRIBUTION DE LA COMMUNAUTE URBAINE de DUNKERQUE AU SRCE -TVB

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique apporte une contribution essentielle à la connaissance et à la mise en valeur à la fois du patrimoine naturel remarquable mais aussi de la biodiversité des espaces du quotidien.

La stratégie biodiversité de la Communauté Urbaine de Dunkerque consacre un engagement de longue date en faveur «d'un environnement de qualité». Cette ambition s'inscrit dans les priorités du projet communautaire 2008-2013. Elle s'appuie à la fois sur les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale de la région Flandre Dunkerque validé en 2007 (objectif 4 : « continuer à préserver l'environnement ») et sur la trame verte et bleue dessinée à l'échelle de la Région Nord-Pas de Calais (Schéma d'orientation de 2007). En déclinant les engagements internationaux, notamment les Engagements d'Aalborg signés en 2009 (volet « favoriser et améliorer la biodiversité »), elle est une composante incontournable du Plan Climat Territorial dans de nombreux axes tels que «mettre en œuvre un suivi faunistique et floristique pour évaluer les impacts du changement climatique sur la biodiversité», «favoriser la préservation et le développement des zones humides», «améliorer la gestion des espaces verts pour tendre vers la neutralité carbone».

La loi grenelle 1 engage, par ailleurs, chaque territoire dans une stratégie locale pour stopper la perte de la biodiversité (objectif 3 de l'article 23). La stratégie du territoire s'inscrit pleinement dans les objectifs énumérés par les lois dites Grenelle 1 et 2. L'objectif de constituer une "Trame verte et bleue", représente une nouveauté dans l'arsenal législatif. Il ne s'agit plus seulement de protéger des sites ou des espèces "extraordinaires", mais de constituer un réseau. Ce réseau est un outil supplémentaire et complémentaire de sauvegarde de la biodiversité. Il doit permettre « d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation et à la restauration des continuités écologiques entre les milieux naturels ». Le territoire est véritablement acteur de ce dispositif, il a engagé différents chantiers depuis 2010 afin de compléter et d'élaborer une "trame verte et bleue du territoire". D'ailleurs, l'intégration de la trame verte et bleue locale dans les documents d'urbanisme communautaires a permis à la Communauté Urbaine de Dunkerque d'obtenir le « Prix Capitale de la biodiversité 2011 » dans sa catégorie.

a) *Un engagement local précurseur en faveur de la biodiversité*

Dès sa création en 1969, la Communauté urbaine de Dunkerque a été précurseur et a su développer une politique ambitieuse et volontariste d'acquisition et d'aménagement d'espaces verts et de nature. Cette politique a permis de répondre avant l'heure aux préoccupations du SRADDT et du SRCE en mettant en œuvre différentes actions (foncière, expertise, sensibilisation, gestion différenciée). Dans les actes, cela s'est traduit dès 1974 par l'inscription au Schéma d'urbanisme en zonage « Naturel » (conforter dans le SDAU de 1990 et au ScoT de 2007) des derniers 800 hectares des espaces dunaires. La Communauté a su également dès 1972 compenser la destruction physique des dunes du Clipon (env 1000 ha) au profit du développement de la zone industrialo-portuaire par la création et l'aménagement d'environ 1200 hectares de zones vertes (coulées, ceintures et coupures). Ces espaces ont été inscrits également aux différents documents d'urbanisme (de 1974, 1990, 2007). L'ensemble de ces actions (de préservation et d'aménagement) constitue pour le territoire un premier niveau de trame verte et bleue (1^{er} élément de réponse aux différents enjeux mondiaux jusqu'aux régionaux et locaux). Aujourd'hui, elle poursuit son action foncière sur ces espaces remarquables en lien avec le Conservatoire du Littoral et le Conseil Général du Nord.

Un premier bilan nous permet d'affirmer que l'action foncière menée depuis 40 ans a eu des effets très positifs sur la biodiversité, puisque les espaces dunaires en majeure partie ont été acquis ou cédés au conservatoire du littoral. Ces espaces ont d'ailleurs fait l'objet de divers protections et/ou classements (sites classés, Réserve Naturelle Nationale pour la dune Marchand, Zone intérêt Ecologique Floristique et Faunistique de type 1) et ont intégré en 1990 le réseau européen des sites Natura 2000. Ils sont logiquement repris dans le SRCE comme les réservoirs de biodiversité de priorité 1 à l'échelle régionale voire européenne par la présence d'espèces de haute valeur patrimoniale (Prêle panaché, Triton crêté, vertigo angustior,...).

Le classement en site classé des massifs dunaires associé à la qualité de ses paysages et de la richesse écologique ont permis au territoire d'être retenu pour entrer dans le réseau national des Grands sites de France. (En cours de labellisation)

De plus, la Communauté urbaine dans un premier temps et le Département du Nord dans un second temps (gestionnaire des espaces acquis par le Conservatoire) ont élaboré une stratégie de conservation d'espèces (faune et flore) patrimoniales :

- espèces protégées au niveau national (Pensée des dunes ; Crapaud commun,...)
- espèces protégées au niveau régional (Parnassie des marais, Botryche lunaire ...),
- espèces et habitats de la directive Natura 2000 (Triton crêté, vertigo angustior

- (mollusque) et pelouses dunaires (habitats prioritaires,...)
- espèces faisant l'objet de plan de conservation à l'échelle nationale (Liparis de loesel) etc.

Ce travail a d'ailleurs été récompensé en 1992 par un prix européen organisé par Eurosite (groupement de gestionnaire européen d'espaces naturels) récompensant le travail engagé sur la restauration des pannes dunaires (1^{er} prix dans la catégorie restauration des espaces naturels).

L'estran a aussi été concerné par des actions de préservation des habitats des dunes embryonnaires. En effet, à partir de la fin des années 1990, le nettoyage mécanique réalisé au-devant des espaces dunaires de l'est de Dunkerque a été stoppé. Les résultats ont été probants dès les premières années. Cet arrêt du ratissage mécanique au profit d'un nettoyage manuel et sélectif a permis l'installation des dunes embryonnaires et de son cortège de plantes.

Cette reconnaissance et ce savoir-faire s'inscrivent pleinement dans l'objectif de renforcer les réservoirs de biodiversité qui précise notamment dans ses propositions d'action de soustraire impérativement les milieux dunaires à toutes les vellétés d'aménagement (infrastructures, urbanisation) et, de maintenir le caractère oligotrophe des pannes et des pelouses (milieux naturellement pauvres) et leur ouverture (végétations pelousaires à préserver).

Il est à noter qu'expérience acquise aidant, les différents plans de gestion ont évolué progressivement : d'une approche au départ très quantitative ils intègrent désormais des objectifs qualitatifs.

b) La biodiversité comme levier du projet de territoire local

Le Plan Local d'Urbanisme communautaire, approuvé le 9 février 2012, expose dans son P.A.D.D. (Plan d'Aménagement et de Développement Durable) une vision pour le territoire communautaire orientée vers l'amélioration de la qualité de l'environnement et du cadre de vie. Cet objectif passe par la nécessité de :

- Préserver, protéger et valoriser les milieux naturels
- Permettre la restauration et la reconstitution des paysages naturels pour une meilleure relation entre les espaces industriels, le milieu urbain et la nature
- Traiter les coupures urbaines en développant des approches intégrées et systémiques de résilience territoriale...
- Réduire l'exposition du territoire aux pollutions et aux risques naturels majeurs en atténuant et en s'adaptant aux effets du changement climatique pour l'équilibre et pérennité des différents écosystèmes

Le Plan Local d'Urbanisme communautaire comprend deux orientations d'aménagement thématique relative à la Trame Verte et Bleue : une sur le secteur du Port Est et l'autre sur le Cœur d'agglomération. Il fait de la protection de la biodiversité sur son territoire un axe de son développement.

Il s'agit d'intégrer la planification écologique dans l'aménagement de l'ensemble du territoire. Le processus de territorialisation de la Trame Verte et Bleue met en rapport plusieurs niveaux de décision et d'actions pouvant s'imbriquer. Il interroge le mode de gouvernance et implique une concertation entre les acteurs dans la conduite de projets, de l'amont à l'aval du processus décisionnel et dans la gestion des espaces. Cette nouvelle approche impulsée par la déclinaison de la TVB dans la planification spatiale repose sur la reconnaissance des interactions dans le temps et dans l'espace entre la société humaine et la nature. Elle incite à concilier les différents usages et la mixité des fonctions d'un territoire entre préservation, conservation de la biodiversité et aménagement de l'espace.

La poursuite de cet objectif incite la Communauté Urbaine à évaluer le niveau de biodiversité et à s'assurer de la fonctionnalité de la trame verte et bleue de son territoire. Des conventions avec des experts naturalistes ont été signées pour élaborer des inventaires naturalistes, régulièrement actualisés, et proposer des améliorations aux plans de gestion Cette évaluation doit être à la fois quantitative, qualitative, globale, fiable, reconnue. Elle doit être compatible avec l'évaluation régionale et permettre des comparaisons avec les territoires adjacents. Les suivis qui en découlent permettront d'engager une réflexion approfondie sur les différents modes de gestion préconisés en fonction des sites. Des évolutions pourront être apportées par :

- La création de nouveaux "réservoirs de biodiversité"
 - L'amélioration de la gestion de certains "réservoirs de biodiversité"
 - Le renforcement de la trame verte et bleue par de nouvelles zones naturelles
 - La diffusion de la trame verte et bleue dans les zones A et U du PLU communautaire (nature en ville, zones d'activités, agriculture de proximité, agriculture biologique,...) et futur PLUi
 - L'amélioration de la qualité des cours d'eau
 - La préservation des zones humides et de leurs rôles

La prise en compte des enjeux de la préservation de la biodiversité et en particulier de la biodiversité ordinaire dans l'aménagement du territoire pose la question de la place des données naturalistes et de leur articulation avec les divers usages de l'espace. Pour ce faire, quelles sont les modalités de concertation à la fois entre les acteurs et entre les différents échelons territoriaux ?

La prise en compte des continuités écologiques et du fonctionnement des écosystèmes va imposer aux études d'impact de s'intéresser à la nature ordinaire, donc aux espèces et aux espaces qui ne font pas l'objet d'inventaires ni de suivi

comme peuvent l'être les habitats et espèces déterminants au titre des ZNIEFF. Or, la CUD à travers sa stratégie a conventionné avec des experts pour recenser la biodiversité, à la fois ordinaire et extraordinaire, présente sur son périmètre. Quelle intégration et valeur réglementaire est à apporter dans les documents d'urbanisme sur ces données non réglementaires ?

De manière plus générale, quels moyens seront alloués aux collectivités pour décliner le SRCE d'une manière fine, au niveau de la parcelle, dans le Plan Local d'Urbanisme communautaire ? (conduite d'études naturalistes, cartographie des réservoirs de biodiversité, des continuités écologiques à maintenir ou à restaurer, analyse de la connectivité structurelle et fonctionnelle des espaces). Il faudra s'attendre à une multiplication des études qui viendront étoffer les connaissances existantes. Comment sera garantie la cohérence et l'homogénéité des études ? Comment seront capitalisés les résultats ? Comment seront-ils mutualisés ? Comment sera évaluée la valeur écologique permettant d'estimer l'équivalence des milieux en cas de propositions de mesures compensatoires ? Comment seront évaluées les continuités écologiques entre territoires infra-régionaux ? et celles avec nos voisins belges ? Selon quels critères et selon quel échéancier ?

c) *La trame verte et bleue locale : un scénario pour la sauvegarde de la biodiversité du territoire dunkerquois*

Depuis 2010, dans la poursuite de l'engagement des acteurs du territoire pour « enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation et à la restauration des continuités écologiques entre les milieux naturels », la Communauté Urbaine travaille et décline la trame verte et bleue locale. C'est un processus itératif, qui associe les institutions, les communes, les partenaires associatifs et le Grand Port Maritime de Dunkerque,... pour réaliser et mettre en œuvre une stratégie locale de la biodiversité. Ainsi, cette démarche innovante et partenariale de protection de la biodiversité locale est un axe de développement qui permet de :

- Définir et valider les "éléments constitutifs" de cette trame verte et bleue locale
- Mettre en place une expertise locale afin de l'évaluer et la faire évoluer
- Constituer une gouvernance locale dynamique par des groupes d'échanges et de réflexion (Ingénierie, Méthodologie, Gestion et Pratiques durables,...) dont les objectifs sont à la fois de diffuser et capitaliser le savoir et le savoir-faire, valider les expertises et rendre possible la mise en œuvre des projets d'amélioration
- Informer les citoyens de notre territoire, expliquer, rendre compte, faire participer.

Comment sont prises en compte les orientations du Schéma Directeur du Patrimoine Naturel, réalisé par le Grand Port Maritime de Dunkerque, dans le SRCE ?

Le SRCE identifie l'axe littoral Boulogne-Calais-Dunkerque comme une conurbation urbaine peu propice à la biodiversité. Or pour mémoire, la richesse écologique présente sur le Dunkerquois s'appuie sur les espaces créés depuis 1972 et façonnés par la main de l'homme. En effet, les différentes études ou diagnostics réalisés par les gestionnaires permettent aujourd'hui d'évaluer un premier niveau de connaissance de la biodiversité. Ce constat met en lumière une explosion de la biodiversité sur ces espaces considérés a priori comme pourtant « hostiles ».

Ainsi, au Bois des Forts situé sur les communes de Coudekerque-Branche et de Coudekerque-Village, la présence de plusieurs espèces patrimoniales telles que le triton crêté (espèce de la directive habitat), le lérot (petit mammifère), le céphalanthère à grandes fleurs (orchidée exceptionnelle sur le littoral), et autres fauvelles aquatiques (oiseaux de roselières) est un bon indicateur (augmentation de la biodiversité qualitative et quantitative, gestion adaptée, fonctionnalité des milieux...).

Il y a 40 ans, ces espaces étaient voués à une agriculture intensive laissant peu de place à l'expression de la biodiversité même ordinaire. Aujourd'hui ils sont très appréciés de la faune et de la flore ainsi que des habitants et utilisateurs à la recherche de lieux de quiétude et de détente.

Cet état actuel est le résultat de la constitution par la puissance publique d'un réseau de grands espaces verts et d'espaces de nature dans l'agglomération dunkerquoise.

- 1970 – 1990 : préservation des derniers grands systèmes dunaires de l'Est de Dunkerque (joyaux de la biodiversité régionale) et création de grands espaces verts (Coupures, ceintures, coulées vertes) auxquelles s'ajoutent les bases de loisirs et les parcs d'agglomération en plantant le décor (grande masses de boisements, création des plans d'eau).
- Les années 2000 ont décliné le concept de préservation, de gestion de la biodiversité. Il ne s'agit pas simplement d'acquérir et d'aménager mais aussi de gérer la nature (notion développement de technique de génie écologique et notion de fonctionnalité).

Les grands espaces verts et de nature de l'agglomération peuvent être regroupés en trois catégories :

- les espaces naturels : Ce sont essentiellement les massifs dunaires situés à l'est de l'agglomération (Dunes Dewulf, Marchand, Perroquet) auxquels s'adjoignent les Salines à Fort-Mardyck et plus récemment les dunes fossiles de Ghyvelde.
- les bases de loisirs : Ce sont des espaces récréatifs de plusieurs centaines d'hectares dont la zone d'attractivité s'étend à la totalité du périmètre communautaire et à une partie de la Flandre intérieure. Le territoire

compte deux bases de loisirs : le Bois des Forts et le PAarc de l'Aa. La vocation touristique et de loisirs des plages identifie ces espaces balnéaires dans cette catégorie. Bray-Dunes, Zuydcoote, Leffrinckoucke, Dunkerque (Malo), Gravelines (Petit-Fort-Philippe) et Grand-Fort-Philippe font l'objet d'une politique de réhabilitation des stations balnéaires et une gestion raisonnée du nettoyage de l'estran.

- Les parcs d'Agglomération : Ce sont des espaces récréatifs de plusieurs dizaines d'hectares desservant une population d'environ 30 000 habitants. Ces espaces récréatifs se situent en (ou à proximité immédiate) des zones urbanisées. Le territoire compte sept parcs d'agglomération. Il s'agit du Fort Louis (situé dans la Base de Loisirs du Bois des Forts), du Fort de Petite-Synthe (situé dans la Coulée Verte du Fossé Défensif), du lac du Puythouck (Grande Synthe), du parc du Vent (Espace dunaire situé à Malo les Bains, de l'espace Vauban Nature (Gravelines), du lac d'Armbouts-Cappel et du lac du Chapeau Rouge.
- les espaces d'accompagnement paysager des grandes infrastructures : Ce sont pour l'essentiel des aménagements paysagers situés en bordure de l'A16, identifiée comme point noir au SRCE, et de la zone industrialoportuaire. Les objectifs de boisement poursuivis visent à séparer ces infrastructures des zones urbanisées et à reconstruire un paysage végétal autour des villes. Différents programmes partenariaux sont déclinés à partir de ces objectifs (conventions C.U.D.-Etat ; C.U.D.-GPMD). Le territoire compte sept espaces d'accompagnement paysager des grandes infrastructures : les Coupures Vertes de Gravelines, de Loon-Plage, de Mardyck, du Prédembourg (Grande-Synthe), la Coulée Verte du Fossé Défensif (Dunkerque et Saint Pol sur Mer), le Croissant Vert (hors Base de Loisirs du Bois des Forts et Parc d'Agglomération du lac du Chapeau Rouge), Coupure Verte de Fort-Mardyck)

L'ensemble de ces espaces référencés ci-dessus constitue la première partie des sites du 1er niveau de la Trame verte et bleue du territoire. Dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme communautaire approuvé en 2010, ces espaces sont repris en zonage NPT, NPP, NL. Ce zonage garantit une protection certaine. Il vient conforter les autres statuts de propriété (collectivités, établissement public,...) et réglementaires (Sites classés, Réserve Naturelle,...).

Depuis 2012, la Communauté Urbaine de Dunkerque développe deux types d'expertise : une expertise d'évaluation globale et une expertise de régulation. Les conventions signées avec la Fédération de Pêche et de Chasse, le Groupe Ornithologique et Naturaliste du Nord Pas de Calais, le Conservatoire Botanique National de Bailleul ont pour objet d'établir un bilan de connaissance de la la flore et de la faune sauvage et des habitats du territoire communautaire en incluant des

propositions techniques d'accompagnement de la stratégie locale pour la biodiversité. Il se traduit par des plans d'actions ciblées (espèces, groupes d'espèces et habitats).

D'ores et déjà sur le volet flore, les premiers résultats de ce travail partenarial montrent la pertinence à la fois de l'action foncière engagée depuis les années 1970 par la Communauté Urbaine de Dunkerque, des aménagements réalisés et de la gestion effectuée. «Les Hot Spots » de biodiversité de notre territoire sont aujourd'hui identifiés comme «réservoirs de biodiversité» dans le SRCE. Ils sont localisés essentiellement dans les espaces dunaires situés sur les communes du littoral Est (Bray-Dunes, Zuydcoote, Leffrinckoucke, Dunkerque, Ghyvelde) et dans les ZNIEFF de type 1.

Ce bilan de connaissance territorialise la répartition actuelle et historique des 888 espèces recensées sur le territoire (soit 50% de la flore régionale), dont 230 espèces d'intérêt patrimonial, 63 espèces menacées et 64 espèces protégées... Il met aussi en avant les faiblesses de notre territoire. L'inventaire des mousses et bryophytes, des champignons et des végétations restent très fragmentaires et essentiellement sur les espaces dunaires. Au-delà des «Hot spots de biodiversité» qui font l'objet d'une protection ou d'une gestion particulière, il existe un déficit de connaissance de la flore et les végétations des secteurs non littoraux (zones urbaines, polders) et dans une moindre mesure sur les zones industrialo-portuaires. Il met en évidence la présence de quelques espèces patrimoniales dite «orphelines» mais souvent relictuelles (population témoin d'un paysage ancien) dont la pérennité n'est pas certaine (terrain privé, gestion non adaptée,...). Fort de ce constat, de nouveaux axes de travail se dégagent impliquant la constitution de nouveaux partenariats, tant avec des experts (APINORD, FREDON...) qu'avec les acteurs économiques et institutionnels du territoire.

Dans le même esprit et pour approfondir la connaissance du territoire, la Communauté Urbaine de Dunkerque a confié à l'Agence d'Urbanisme de Dunkerque (AGUR) la réalisation d'un observatoire local de la biodiversité. En s'inspirant et en s'appuyant sur l'observatoire régional, il aura pour mission de :

- -compléter l'acquisition des données bibliographiques ;
- -améliorer et actualiser la connaissance de la flore vasculaire ;
- -améliorer la connaissance des bryophytes ;
- -mettre en place un suivi des indicateurs floristiques ;
- -améliorer la connaissance de certaines végétations...

L'existence de conventions entre les agriculteurs, la Communauté Urbaine de Dunkerque et le GPMD encourage le fauchage de certaines zones prairiales et les écopâturages. L'ensemble de ces initiatives témoigne du pari que fait le territoire pour rassembler les synergies afin de conjuguer le « naturel », au portuaire, à l'économie, à l'urbain, au rural....

L'ensemble de ces actions s'inscrit pleinement dans les objectifs affichés du SRCE. Le territoire comporte des sites naturels d'exception et présente une forte richesse écologique. Les orientations inscrites au Schéma de Cohérence Territorial de la région Flandre Dunkerque et déclinées par les collectivités territoriales visent à concilier les usages et fonctions du territoire dunkerquois pour organiser, de façon maîtrisée, équilibrée et pérenne, un ensemble d'opérations de valorisation des potentialités naturelles, agricoles, urbaines, récréatives et touristiques.

Il s'agit de prendre en compte la préservation de certains paysages et milieux naturels sensibles, le développement touristique et de loisirs dans certains secteurs du territoire, le maintien d'une agriculture à haute valeur ajoutée ainsi que les besoins des communes en matière de développement économique, social et urbain. L'approbation du Plan Local d'Urbanisme communautaire et sa mise en œuvre envisagent désormais les projets des communes dans un contexte intercommunal, au service d'un développement global cohérent et qualitatif. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) définit les conditions d'un aménagement durable, au sens où il permet une utilisation raisonnée des ressources et une coexistence harmonieuse des activités humaines. Il affiche clairement une finalité environnementale en contribuant à l'objectif d'amélioration de l'empreinte écologique du territoire.

La présence des canaux et le réseau des Wateringues favorisent les continuités écologiques. Cependant certaines coupures (notamment certaines infrastructures routières) font office de barrières et la pression urbaine peut encore avoir tendance à s'affranchir des préoccupations écologiques. C'est pourquoi, tout en mettant en valeur le potentiel écologique du territoire en valorisant les sites de forte richesse écologique, la Communauté Urbaine de Dunkerque devra veiller à maintenir voire créer de nouvelles continuités écologiques (corridors écologiques), à intégrer l'existence des Znieff et des zones humides retenues au titre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Delta de l'Aa dans le développement du territoire, à faciliter l'accès aux différents sites naturels en étroite relation avec les communes, le Conseil Général, le Conservatoire du Littoral, le Conseil Régional Nord Pas de Calais et l'État. La dimension « Éducation à l'Environnement – sciences participatives » ne devra pas être négligée : informer et sensibiliser le public pour expliquer, faire connaître, s'approprier les richesses de son territoire et en être l'ambassadeur.

d) La gouvernance

La prise en compte du SRCE dans les projets d'aménagement du territoire vient questionner les habitudes et les modes de faire des acteurs locaux, obligeant à intégrer les impacts environnementaux en amont des projets et dans la dynamique globale du territoire. La biodiversité n'est pas cantonnée aux réservoirs écologiques ou cœurs de nature mais concerne aussi la nature ordinaire, ce qui implique que les

enjeux se rapportant à l'agriculture ou aux paysages soient aussi associés à la dimension espèces et espaces naturels. La problématique de la biodiversité devient alors le fil rouge du travail de planification spatiale car elle n'est plus centrée sur les espèces rares ou menacées mais valorise la nature ordinaire, base du fonctionnement des écosystèmes qu'ils soient naturels ou recomposés. La meilleure connaissance du patrimoine naturel local, à travers les inventaires et la cartographie, joue un rôle décisif car elle constitue le porter à connaissance tant pour la planification de la biodiversité que pour l'aménagement et la gestion du territoire. L'implication de l'ensemble des parties prenantes (décisionnaires, gestionnaires, experts, 'utilisateurs'/bénéficiaires) est primordiale et constitue la force du territoire pour la mise en œuvre de la stratégie locale biodiversité. Il s'agit aujourd'hui d'un réseau dynamique d'acteurs qui se connaissent, se font confiance et contribuent à l'efficacité des actions de cette stratégie. La Communauté Urbaine doit s'appuyer à la fois sur les communes, les porteurs de projets, le milieu associatif pour :

- enrichir cette connaissance,
- aider à mieux réfléchir sur un aménagement lors des études d'impact et de l'élaboration des projets
- intégrer les continuités écologiques et la biodiversité aux objectifs sociaux, économiques et urbains dans les projets de territoire
- identifier les espaces à fort enjeu et éviter de les détruire
- resituer ces enjeux dans un contexte transfrontalier, régional, national.

La Stratégie Locale de Biodiversité, liée au Schéma Directeur du Patrimoine Naturel du Grand Port Maritime de Dunkerque, et déclinée dans les plans communaux en faveur de la biodiversité, constitue un référentiel de l'action publique qui doit permettre d'articuler les projets de conservation de la biodiversité avec les dynamiques de construction des projets d'aménagement. Cette approche repose essentiellement sur la capacité des acteurs locaux à dialoguer et à repenser les interdépendances à la fois entre eux, entre les projets et localement, sur le même territoire. Cette articulation est la garantie d'une cohérence et d'une efficacité de l'action publique.

e) Questionnements divers

Le SRCE ne mentionne pas :

- A Grande-Synthe, le projet de classement de la zone de Prédembourg en réserve naturelle régionale ;
- Les actions menées par le groupe de travail « éco-pâturages » de la stratégie locale biodiversité du territoire ;
- La façade maritime du territoire est concernée par un arrêté du 7 janvier 2010 portant la désignation de deux zones marines Natura 2000. Il s'agit du Banc

des Flandres (FR3112006) d'une superficie de 117474 ha ; du Banc des Flandres (FR3102002) d'une superficie de 112919 ha. A ce jour, la co-présidence est assurée par le Préfet maritime et le Président de la communauté urbaine de Dunkerque. La structure porteuse est le Grand Port Maritime de Dunkerque. Le comité de pilotage est constitué et s'est réuni à deux reprises. Les études (expertises scientifiques et socio- économiques) sont en cours de réalisation.

La Communauté Urbaine de Dunkerque souhaite avoir des précisions sur :

1. Chapitre Ecopaysage : Intertidal sableux

Privilégier les stratégies de « recul du trait » de côte face à l'érosion marine.

Une telle stratégie n'est pas applicable à Dunkerque compte tenu de la configuration des zones urbaines et portuaires.

2. Chapitre Ecopaysage intertidal estuarien

Maintenir les échanges amont-aval au niveau de l'embouchure des fleuves côtiers. Préserver les réservoirs de biodiversité et renforcer la protection des haltes migratoires.

Le SRCE indique « Instaurer de nouveaux espaces non chassables le long du littoral » : ces zones de non chasse se limitent-elles uniquement aux espaces estuariens ?

3. Chapitre Ecopaysage : Littoral

Préserver et gérer les réservoirs de biodiversité en veillant à conserver ou restaurer leur naturalité.

En réponse le SRCE indique Opérations susceptibles d'atteintes « tout autre aménagement non réversible au niveau de l'ensemble de cet écopaysage (infrastructures industrielles, portuaires ou touristique notamment) » : Quelles seront les conséquences sur les possibilités en termes d'aménagement de la zone portuaire reconnue comme réservoir de biodiversité ? (Secteur concernée : ZNIEFF de type 1 N° 0074 Dune du Clipon)

Maintenir la continuité des cordons dunaires existants et notamment les espaces dunaire interstitiels dans le tissu urbain.

En réponse le SRCE indique « aménagements au niveau des corridors existants ou à recréer pour relier les réservoirs de biodiversité » : La Communauté Urbaine est consciente de l'intérêt de préserver les espaces dunaires y compris ceux qui sont déconnectés des grands ensembles dunaires de l'Est de Dunkerque. Le PLUc a inscrit en zone NPT (naturelle Protection Totale) les dunes de la Licorne situées sur le secteur de Malo-les-Bains à Dunkerque. Cet espace augmente de façon significative la surface d'espaces dunaires dans la trame urbaine. Ce site assure également la liaison entre le Parc du Vent et la dune Dewulf.

Cet objectif rejoint les préoccupations du Code de l'urbanisme qui, en vertu de l'article L. 146-4, III° réglemente dans les espaces littoraux déjà urbanisés, les constructions ou installations.

Quelles seront les conséquences sur les possibilités de développement des activités liées à la zone balnéaire (Immobilier, aire d'accueil)?

Préserver de toute urbanisation les espaces agricoles entre les dunes littorales de l'est de Dunkerquois et la dune fossile interne de Ghyvelde.

En réponse le SRCE indique «restaurer les liaisons écologiques entre les massifs dunaires récents et les dunes fossiles». Ce point sera à étudier dans le cadre de la révision du PLUc en 2014 puisque la commune de Ghyvelde intégrera la Communauté Urbaine de Dunkerque

4. Ecopaysage : Plaine maritime

Préserver de l'artificialisation les espaces non bâtis au niveau des corridors écologiques existants ou à restaurer pour relier les réservoirs de biodiversité en particulier à proximité des agglomérations de Dunkerque et de Calais et en veillant au maintien d'espaces herbacés non boisés.

En réponse le SRCE prône la mise en œuvre des opérations de renaturation des cours d'eau artificialisés, la renaturation de certains boisements peu diversifiés, la diversification optimale des types d'habitats par une gestion différenciée, la plantation d'espèces typiques du territoire.

Plusieurs collectivités du territoire dunkerquois sont pilotes sur ces sujets : Grande-Synthe ; Gravelines ; Dunkerque, Leffrinckoucke. Accompagnées par la Communauté urbaine de Dunkerque, elles ont décliné une stratégie TVB supra locale qui se concrétise par la mise en place «des cœurs de nature» (micro espace) ou «pas japonais». Les objectifs principaux visent à favoriser le développement des espèces dites ordinaires ou indicatrices, à préserver un habitat ou une ou plusieurs espèces patrimoniales. Ce niveau de précision et de déclinaison ne peut être perceptible à l'échelle de la région. Il est cependant indispensable pour assurer pleinement la fonctionnalité de la trame verte et bleue régionale. Ces actions seront poursuivies et proposées aux autres collectivités ou gestionnaires du territoire.

Restaurer les divers écosystèmes caractéristiques de la plaine maritime et améliorer les fonctionnalités écologiques et paysagères

En réponse le SRCE incite à recréer des espaces prairiaux longuement inondables au niveau des terres favorables..... dans le cadre de compensation écologiques à certains aménagements (mesures compensatoires).

La plupart de des propositions d'actions de cet objectif s'inscrit dans l'application de la doctrine de l'Etat « éviter réduire compenser ». A l'initiative de la Communauté Urbaine de Dunkerque, une stratégie « mesures compensatoires» est à l'étude sur le territoire dunkerquois. Il s'agit d'avoir une visibilité à long terme sur le foncier disponible permettant de proposer en amont d'un projet d'aménagement pouvant avoir des impacts environnementaux des solutions de compensation. Cette stratégie pourra être une réponse à la réduction des points noirs et zones de conflit de la TVB en proposant des actions ciblées.

Autres points de questionnements

- Quelle est la prise en compte des éléments constitutifs de la TVB locale ? Les trames sont aujourd'hui élaborées à une échelle régionale qui ne détaille pas les particularités locales. Comment le SRCE intègre-t-il les éléments spécifiques de certains territoires, résultant de démarches localisées et affinant la connaissance en matière de biodiversité ?
 - Quels seront les moyens alloués aux collectivités pour décliner le SRCE d'une manière fine, au niveau de la parcelle, dans le Plan Local d'Urbanisme communautaire ? (conduite d'études naturalistes, cartographie des réservoirs de biodiversité, des continuités écologiques à maintenir ou à restaurer, analyse de la connectivité structurelle et fonctionnelle des espaces). Il faudra s'attendre à une multiplication des études qui viendront étoffer les connaissances existantes. Comment sera garantie la cohérence et l'homogénéité des études ? Comment seront capitalisés les résultats ? Comment seront-ils mutualisés ? Comment sera évaluée la valeur écologique permettant d'estimer l'équivalence des milieux en cas de propositions de mesures compensatoires ? Comment seront évaluées les continuités écologiques entre territoires infra-régionaux ? et celles avec nos voisins belges ? Selon quels critères et selon quel échéancier ?
 - Comment les continuités écologiques et les espaces à renaturer seront-ils décliner dans les documents de planification spatiale et notamment en termes de dispositions réglementaires ? feront-ils l'objet de zonages spécifiques en milieu urbain (nature ordinaire) ?
 - Les réservoirs de biodiversité, les espaces à renaturer (zones humides,) feront-ils l'objet d'un statut juridique particulier qui nécessiterait obligatoirement un classement en Arrêté de protection de biotope ?
- Si oui,
- Quelles en seront les conséquences en termes d'accueil du public ? d'aménagement léger (type aire d'accueil) ? espaces concernés : bases de loisirs, parcs d'agglomération
 - Quelles seront les incidences sur des activités économiques agricoles ? Espaces concernés : Tourbière saumâtre de Poutremeete (Bourbourg),
 - A la lecture des cartes, il apparaît qu'une partie du Bois des Forts n'est pas repris comme espace de nature (la partie nord est sur le territoire communale). De même, le diagnostic relatif au territoire de Gravelines pourrait être affiné (ex : intégrer la mesure compensatoire MC04 « Espace naturel des Hems St Pol » du terminal méthanier (20ha de Zone Humide au sein de la coupure verte de Gravelines)
 - Concernant les espaces à renaturer quelle est l'échéance prévue ?
 - Quelles sont les valeurs et contraintes associées au statut de corridor (avérés et potentiels) ? et quelle est l'échéance de remise en état ? Comment restaurer les corridors en secteur urbain, touristique, industriel, ... ?

ANNEXE : Contribution de la CUD au SRADDT, avril 2013

a) Cohérence SRADDT / Stratégie locale biodiversité.

Objectif stratégique SRADDT n°1 - Restaurer les services fournis par les écosystèmes, grâce à la Trame verte et bleue, en visant le « bon état écologique »

Dans le cadre de l'élaboration du prochain SCoT, la mise en place d'une stratégie foncière d'acquisition des derniers espaces naturels (dunes) est à prévoir. Il serait également judicieux d'étudier les différents scénarii afin de préserver de façon pérenne les dernières zones humides et prairiales de notre territoire. Cette action permettrait d'être en phase avec cet objectif et d'afficher clairement nos ambitions de protection de ces espaces remarquables.

⇒ Piste à poursuivre pour la CUD : Une « mise aux normes » au sens de la définition du décret du 27 décembre 2012 TVB « des réservoirs et des continuités écologiques » identifiées ou non actuellement dans la stratégie locale du territoire. (Il conviendra également de remédier à notre faiblesse par une meilleure connaissance de certaines ZNIEFF de type 1 qui se situent en dehors « des espaces naturels »). Cette stratégie foncière doit se construire en partenariat avec les communes concernées, le Conservatoire du Littoral, le Département du Nord (ENS), la SAFER, la chambre d'agriculture et le cas échéant l'EPF.

Toutefois, il convient pour la communauté urbaine d'être vigilant sur l'enjeu mis en avant par le SRADDT Objectif opérationnel 1.2 : « Il s'agit de regrouper sous un statut de protection pérenne. Avec une proposition d'actions de renforcer le degré de protection des « réservoirs de biodiversité » et des « hot-spots » / « points chauds » (dans le cadre de la TVB). » La communauté urbaine demande des précisions quant au statut de protection pérenne (quel engagement des territoires ? Quelle est la valeur réglementaire associée ?).

En effet, dans le cadre du PLUc approuvé en 2012, l'ensemble de la trame verte et bleue du territoire a été repris en zonage NPT, NPP, NL. Ce zonage garantit déjà une certaine protection et vient conforter les autres statuts de propriété (collectivités, établissement public,...) réglementaires (Sites classés, Réserve Naturelle,...). Ainsi, est-il nécessaire d'ajouter « une couche juridique coercitive » supplémentaire au mille-feuille juridique et réglementaire existant ? Quel intérêt ?

Cette richesse biologique est par ailleurs identifiée sur les espaces créés depuis 1972 et façonnés par la main de l'homme. En effet, les différentes études ou diagnostics réalisés par les gestionnaires permettent aujourd'hui d'évaluer un premier niveau de connaissance (certes incomplet) de la biodiversité.

L'exemple du Bois des Forts situé sur les communes de Coudekerque-Branche et de Coudekerque-Village, a permis de préserver la présence de plusieurs espèces patrimoniales (liste non exhaustive) triton crêté (espèce de la directive habitat), lérot (petit mammifère) Céphalanthère à grandes fleurs (orchidée exceptionnel sur le littoral), et autres fauvettes aquatiques (oiseaux de roselières).

Il est bon de rappeler qu'il y a 40 ans ces espaces étaient voués à une agriculture intensive laissant peu de place à l'expression de la biodiversité même ordinaire. Aujourd'hui ils sont très appréciés des habitants et utilisateurs à la recherche de lieux de quiétude et de détente.

Objectif opérationnel 1.4- Protéger, conforter, réintroduire les espèces patrimoniales et freiner les plantes invasives.

Le territoire en partenariat avec le Conservatoire Botanique National de Bailleul participe ponctuellement à des actions de réintroduction. Cette action a concerné uniquement (à confirmer) une espèce (Le Panicaut des dunes) dans les années 1990 pour conforter une population arrivée à un seuil critique (dunes du perroquet) et plus récemment cette même espèce a été transplantée dans la dune du clipon (mesure compensatoire du Méthanier).

Par ailleurs, la communauté urbaine a mis en place un groupe de réflexion sur l'éco-pâturage. Ce groupe est accompagné dans cette démarche par le Centre Régional des Ressources Génétiques. L'un des objectifs est de favoriser l'utilisation d'animaux domestiques régionaux (mouton du boulonnais) voire locaux comme la Rouge flamande vache (de Bergues) dont les effectifs sont en déclin.

L'ensemble de ce constat s'inscrit pleinement dans l'objectif stratégique 2 du SRADDT– Accélérer la recolonisation écologique des milieux pour renforcer les services fournis par ces milieux. Cet objectif vise principalement la biodiversité dite « ordinaire ».

Autres réponses du territoire aux objectifs stratégiques et opérationnels du point 2:

-Objectif opérationnel 2.1 - Recréer des milieux naturels. De 1970 à 1990 les acteurs du territoire se sont surtout orientés vers la préservation des derniers grands systèmes dunaires de l'est de Dunkerque (joyaux de la biodiversité régionale) et la création de grands espaces verts (Coupures, ceintures, coulées vertes) en plantant le décor (grande masses de boisements).

Les années 2000 ont vu apparaître le concept de préservation, de gestion de la biodiversité. Il ne fallait plus uniquement acquérir et aménager mais il fallait aussi gérer la nature (notion développement de technique de génie écologique).

-Objectif opérationnel 2.2 - Améliorer la matrice agricole Une réflexion est en cours à la communauté urbaine et dans certaines collectivités notamment sur le volet cantine scolaire/circuit court. A cet objectif le territoire peut rattacher plusieurs fiches action du SAGE du delta de l'Aa et du plan climat communautaire.

-Objectif opérationnel 2.3 - Améliorer la matrice urbaine : Plusieurs collectivités pilotes du territoire : Grande-Synthe, Gravelines, Dunkerque, Leffrinckoucke, accompagnées par la communauté urbaine de Dunkerque ont décliné une stratégie « communale » de biodiversité locale. Elle s'est traduite dans les actes par la mise en place « des cœurs de nature » (micro espaces) ou « pas japonais » où les objectifs principaux sont soit de favoriser le développement des espèces dites ordinaires ou indicatrices, soit de préserver sur des espaces dits relictuels un habitat où une ou plusieurs espèces patrimoniales se développent. Ce niveau de précision et de déclinaison ne peut être perceptible à l'échelle de la région. Mais il est indispensable pour assurer pleinement la fonctionnalité la trame verte et bleue régionale.

Le territoire proposera dans le cadre du comité de pilotage régionale SRCE-TVB de mener une réflexion sur la déclinaison à l'échelle des communes. Un degré de précision qui ne peut apparaître à l'échelle régionale.

⇒ L'idée est d'identifier comment la région s'empare des évaluations fines des territoires locaux et intègre ces composantes dans l'évaluation des continuités entre territoires. Quelle est la réponse de la Région à ce sujet ?

Objectif opérationnel 2.4 - Diminuer la fragmentation par les infrastructures. La plupart des propositions d'action de cet objectif s'inscrit dans l'application de la doctrine de l'Etat « éviter réduire compenser ». Une stratégie « mesure compensatoire » est en cours d'étude sur le territoire. Piloté par la communauté, l'objectif est d'avoir une meilleure visibilité sur le foncier disponible permettant de proposer en amont du projet impactant des solutions de compensation. Elle sera une

réponse à la réduction des points et zones de conflit de la TVB en proposant notamment des « eco-ducs ».

Objectif opérationnel 2.6 - Restaurer et préserver la ressource en eau. Dans le cadre des groupes thématiques du groupe d'échanges et de réflexion, un travail a été mené dès 2001 pour dans un temps optimiser l'utilisation des produits phytosanitaires utilisés dans l'entretien des espaces verts publics. Une collectivité (Loon-Plage) affiche le zéro phyto sur l'ensemble de ses domaines de compétence et a signé la charte d'entretien de l'Agence de l'eau. En 2013, la communauté va s'engager à travers la signature de cette charte (tendre vers le zéro phyto) pour la gestion de ses propres espaces. Elle proposera aux membres du groupe d'échanges de s'engager dans cette démarche. Cette ambition s'inscrit dans les engagements du plan climat du territoire et dans les fiches actions du SAGE du delta de l'Aa et plan Phyto 2018.

Objectif opérationnel 2.7 - Restaurer et préserver la trame sous-marine La façade maritime du territoire est concernée par un arrêté du 7 janvier 2010 portant la désignation de deux zones marines Natura 2000. Il s'agit du

- Bancs des Flandres (FR3112006) d'une superficie de 117474 ha ;
- Bancs des Flandres (FR3102002) d'une superficie de 112919 ha ;

A ce jour, la co-présidence est assurée par le Préfet maritime et le Président de la communauté urbaine de Dunkerque. La structure porteuse est le Grand Port Maritime de Dunkerque.

Objectif opérationnel 2.8 - Développer la coopération transfrontalière. Dans le cadre du GECT, il est envisagé pour 2014 la constitution d'un groupe de travail biodiversité transfrontalier.

Objectif opérationnel 4.5 – Ancrer le développement de l'écocitoyenneté dans les territoires

La Communauté urbaine, avec l'aide de ses partenaires locaux experts (Maison de l'environnement de Dunkerque, le CPIE Flandre maritime, le Centre d'initiative à l'environnement de Grande-Synthe) a développé un réseau d'information et de découverte de tous les aspects environnementaux de notre territoire. Ce réseau met en œuvre des actions de découverte de la nature qui s'appuient sur les sites naturels

de notre territoire : Dunes¹, Bois des Forts, le lac d'Armbouts Cappel, le Puythouck,... Le zoo de Fort-Mardyck, le Palais de l'univers de Cappelle la Grande, deux équipements communautaires créés dans le but d'informer et faire découvrir la nature peuvent compléter ce dispositif.

Malgré ce travail, cet axe reste à conforter. La communauté doit jouer son rôle d'ensemblier et doit être une force de proposition en écrivant une politique éducation et de communication à l'environnement. Cette politique aura pour objectif de mieux informer et faire découvrir la biodiversité (sa complexité, sa valeur, sa beauté, ...) à l'ensemble des citoyens de notre territoire en développant notamment les sciences participatives, en formant des ambassadeurs et des vigiles de la biodiversité. Il s'agit de ne plus se limiter à proposer des produits où les habitants ou les utilisateurs viennent uniquement en qualité de spectateurs. Ils doivent aussi devenir des acteurs/ambassadeurs de la stratégie locale de la biodiversité.

Objectif opérationnel 4.6 - Rapprocher le citoyen, le scientifique et la nature

La première grande étape a été de s'entourer d'experts (ingénierie) (urbanistes, naturalistes et communicants).

Un des premiers chantiers (2012/2013) menés par les experts conventionnés est d'élaborer un bilan de l'état de connaissance de la biodiversité (mesurer le quantitatif et le qualitatif) et de valider un premier niveau de trame verte et bleue du territoire.

Fin 2013, ce bilan faune flore et habitats mettra en avant les points forts et faibles du territoire en termes de connaissance et de priorité (mise en avance des espèces patrimoniales et/ou en déclin). Ce travail indispensable (diagnostic) se poursuivra dans les années à venir par des plans d'action ciblés (espèces, groupe d'espèces et Habitats) et alimentera les protocoles de gestion.

D'autres experts viendront compléter ce premier groupe en fonction des besoins.

Horizon 2014 : Elaboration d'une convention avec :

- APINORD (insectes auxiliaires) en cours d'élaboration ;
- FREDON (insectes auxiliaires, ravageurs, ecophyto,...).

¹Espaces naturels protégés : propriété Conservatoire de l'espace Littoral, gérés et animés par le Département du Nord dans le cadre de sa politique Espaces Naturels Sensibles (ENS)

L'état des lieux « flore » a été rendu en 2012 par le conservatoire botanique de Bailleul. Les autres groupes (oiseaux, poissons, et quelques groupes d'insectes) seront transmis pour fin 2013. Ce premier rendu a permis de justifier que l'action foncière entamée depuis les années 1970, ainsi que les aménagements ou la gestion réalisée par la communauté (puis relayé par le Département et le Conservatoire) étaient pertinents. Il nous confirme que « les Hot Spots » de biodiversité de notre territoire repris comme « réservoirs de biodiversité » dans le SRCE se trouvent essentiellement dans les espaces dunaires situés sur les communes du littoral est (Bray-Dunes, Zuydcoote, Leffrinckoucke, Dunkerque, Ghyvelde) et dans les ZNIEFF de type 1.

Ce bilan de connaissance nous informe également sur la répartition actuelle et historique des 888 espèces recensées sur le territoire (soit 50% de la flore régionale), dont 230 espèces d'intérêt patrimonial, 63 espèces menacées et 64 espèces protégées... Ce bilan permet de pointer les faiblesses de notre territoire. L'inventaire des mousses et bryophytes, des champignons et des végétations restent très fragmentaires et essentiellement sur les espaces dunaires. Il met également en évidence un déficit de connaissance de la flore et les végétations des secteurs non littoraux (zones urbaines, polders) et dans une moindre mesure sur les zones industrialo-portuaires en dehors des « Hotspots de biodiversité » pour la plupart protégées ou gérées. Il met en évidence aussi la présence de quelques espèces patrimoniales dite « orphelines », espèces dont la pérennité dans le temps de ces populations souvent relictuelles (témoin d'un paysage ancien,...) n'est pas certaine (terrain privé, gestion non adaptée,...). De ce constat des nouveaux axes de travail se dégagent. Il met en évidence de s'associer à de nouveaux ou de poursuivre les partenariats avec les acteurs économiques du territoire (industriels, agricole). Le service Environnement est conscient de cet écueil et l'a inscrit dans sa stratégie biodiversité comme mesure à approfondir

Objectif opérationnel 3.4 - Construire de nouveaux outils financiers au service de la biodiversité

La CUD est volontariste et demandeuse d'une participation à ce groupe de travail (aucune action en ce sens actuellement).

Objectif opérationnel 3.5 - Déployer la formation initiale et professionnelle. La communauté urbaine a toujours soutenu le lycée horticole de Dunkerque. Jusqu'en 2010, le lycée de Dunkerque était sous la compétence de la communauté urbaine (à ce jour compétence Région). La communauté participait financièrement et techniquement à la vie du lycée (locaux, détachement de personnels, prêts et achat de matériels pédagogique et technique...).

Depuis plus de 20 ans, la Direction du Cadre de Vie permet à nombreux lycéens de venir en immersion professionnelle dans le cadre de leur formation scolaire. L'évolution de la gestion des espaces verts (prise en compte des enjeux environnementaux,...) a incité le lycée professionnel agricole de Dunkerque à formaliser un partenariat avec la Communauté urbaine de Dunkerque. Cette coopération s'inscrit dans une volonté commune de proposer aux élèves d'être au contact de professionnels leur permettant à travers "des chantiers écoles" une meilleure mise en application de l'enseignement théorique et d'être informés des évolutions de ce métier en pleine mutation, notamment pour la mise en œuvre du concept Gestion différenciée et ainsi être encore plus opérationnels dès la fin de leurs études.

Partie D - Agir ensemble pour la biodiversité et réussir le passage à l'action

Deux grands objectifs identifiés dans la stratégie locale (déclinant les enjeux identifiés par le SRCE-TVb et la SRB)

- Construire la transition écologique avec les habitants
- Construire une gouvernance adaptée avec l'ensemble des acteurs

Objectif opérationnel 4.4 - Réduire les inégalités écologiques et les inégalités sociales Dans le cadre de l'aménagement du patrimoine vert, la communauté urbaine a toujours été vigilante à une certaine équité et la répartition des espaces verts sur le territoire. Chaque commune ou quartier à son square ou parc urbain de proximité. Chaque commune se trouve à environ 15mn (maxi) d'un grand espace vert et de Nature (coulée, ceinture, coupure verte) et/ ou d'un espace naturel (espace dunaires).

Objectif opérationnel 5.4 - Mettre en place une concertation territoriale autour de l'évaluation des services écosystémiques. La communauté a demandé à l'Agence d'urbanisme Flandre Dunkerque (AGUR) l'ajout d'un volet dédié à la biodiversité dans l'observatoire local. Il s'inspirera de l'observatoire régional en incluant des spécifiques du territoire (pour ex indice de fréquentation de satisfaction des utilisateurs des espaces verts et de nature). Cet observatoire aura aussi de mesurer les atouts et les faiblesses de notre territoire Pour pallier à ces faiblesses, des plans d'action seront établis dans les années à venir sur les domaines suivants :

- compléter l'acquisition des données bibliographiques ;
- améliorer et actualiser la connaissance de la flore vasculaire ;

- améliorer la connaissance des bryophytes ;
- mettre en place un suivi des indicateurs floristiques ;
- améliorer la connaissance de certaines végétations ;

Objectif stratégique n°5 - Construire une gouvernance adaptée avec l'ensemble des acteurs.

Intégré via le groupe d'échanges et les réseaux constitués

Objectif opérationnel 5.2 - Construire une gouvernance multi-niveaux territoriaux avec d'autres collectivités

Intégré via le groupe d'échanges et les réseaux constitués

Objectif opérationnel 5.4 - Faire de l'institution un acteur exemplaire

Oui territoire reconnu « capitale biodiversité » par exemple...

Objectif opérationnel 5.5 - Faire de la biodiversité un enjeu de la coopération décentralisée

Objectif intégré dans le cadre de la SLB à travers l'action avec 2.8 pour l'instant. Un projet sur les circuits courts avec le Brésil et le lycée horticole avait été identifié mais ne s'est pas concrétisé.